

Les conférences internationales sur le climat

Un regard par-delà les négociations étatiques

Sylvain Maechler

[Sylvain Maechler](#) est chercheur postdoctoral, boursier du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), et chercheur invité à l'Institut de science politique de l'Université Goethe de Francfort.

Pourquoi des dizaines de milliers de personnes se déplacent-elles chaque année pour assister à la conférence internationale sur le climat, la COP ? En relatant mon expérience à la dernière COP 27 à Charm el-Cheikh, cet article décrypte le déroulement d'une COP au-delà des négociations officielles entre États, et souligne que ces dernières ne

pour le climat, cet article montre que c'est paradoxalement son pouvoir d'attraction qui fait de la COP un moment annuel incontournable et privilégié pour toute une série d'enjeux, de thématiques, et d'acteurs, liés de près comme de loin au climat.

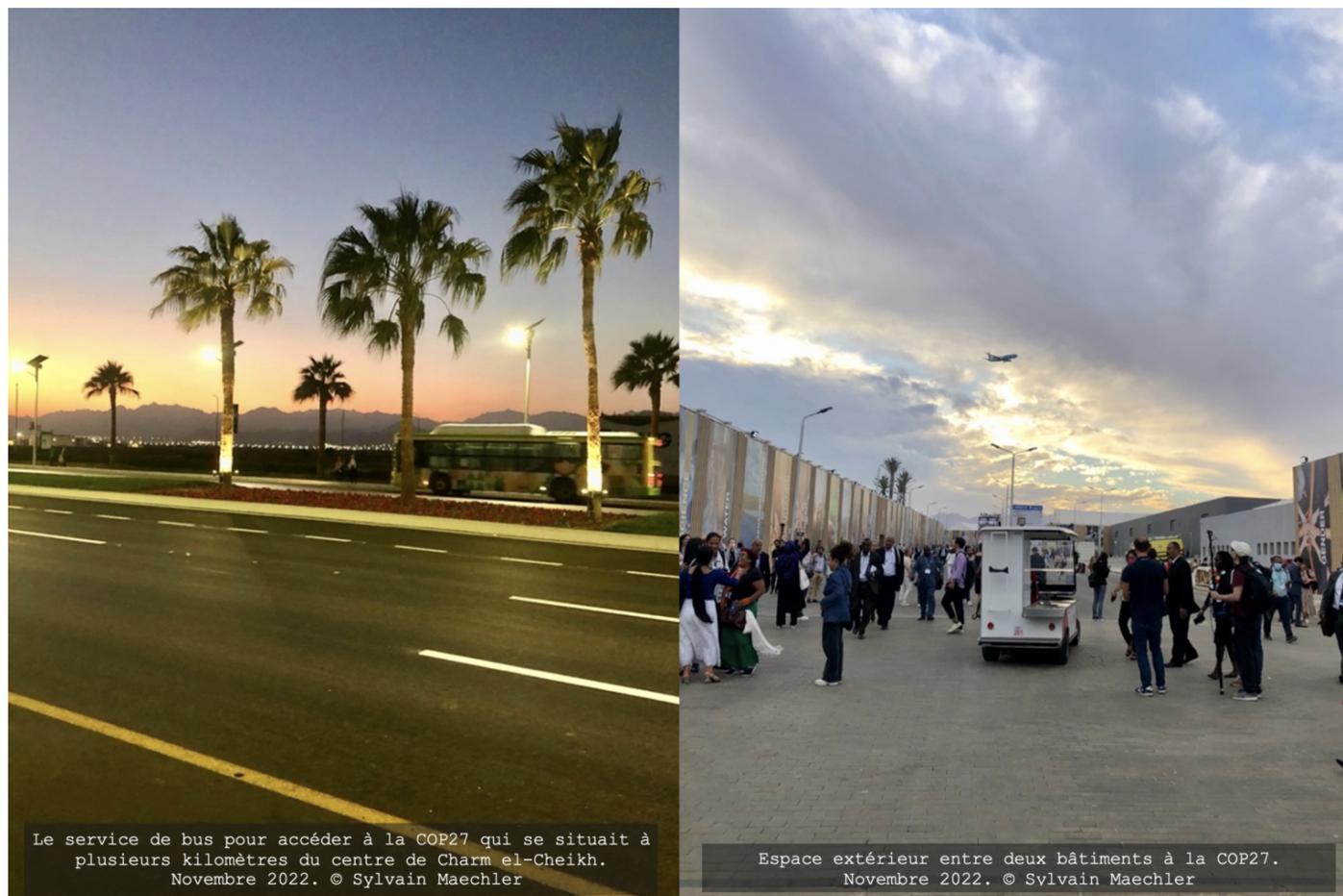
Derrière les chiffres

33'449. Voici le nombre de participants enregistrés à la dernière et 27ème Conférence des Parties (COP) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Charm el-Cheikh, en Égypte. Ce chiffre en fait la deuxième plus grande conférence du genre de l'histoire, après les quelques 39'509 de Glasgow l'année précédente, sans comparaison possible avec la COP2 de Genève en 1996 et ses quelques 1'501 participants. A Charm el-Cheikh, 16'118 participants étaient enregistrés comme représentants d'un État. Près de 14'000 comme observateurs. Les quelques 3'000 participants restant se répartissaient entre les divers médias.

Ces catégories sont cependant parfois floues et perméables, comme le montrent Müller et ses collègues (2021) dans un rapport retraçant justement cette surenchère quantitative. La première catégorie peut également inclure des membres de la société civile et du secteur privé (comme des entreprises) intégrés à une délégation étatique, délégation qui peut elle-même être plus importante que ce que ne reflète la liste officielle grâce à l'inscription de personnes supplémentaires (*overflow*). La seconde catégorie inclut quant à elle aussi bien les académiques que le secteur privé, la société civile, et également des organisations et agences onusiennes.

Ces chiffres de la COP27 ont déjà été disséqués, notamment par le *think tank* **Carbon Brief** qui rapporte par exemple que les Émirats arabes unis ont enregistré la plus grande délégation à Charm el-Cheikh avec plus de 1'000 personnes, presque deux fois celle du

aucune part active dans les négociations ? Que font-ils, et à quoi assistent-ils ? Bien que cet article cherche à comprendre ce que cela signifie de « participer à une COP », il reflète néanmoins mon expérience et mon regard personnel d'une COP en particulier.

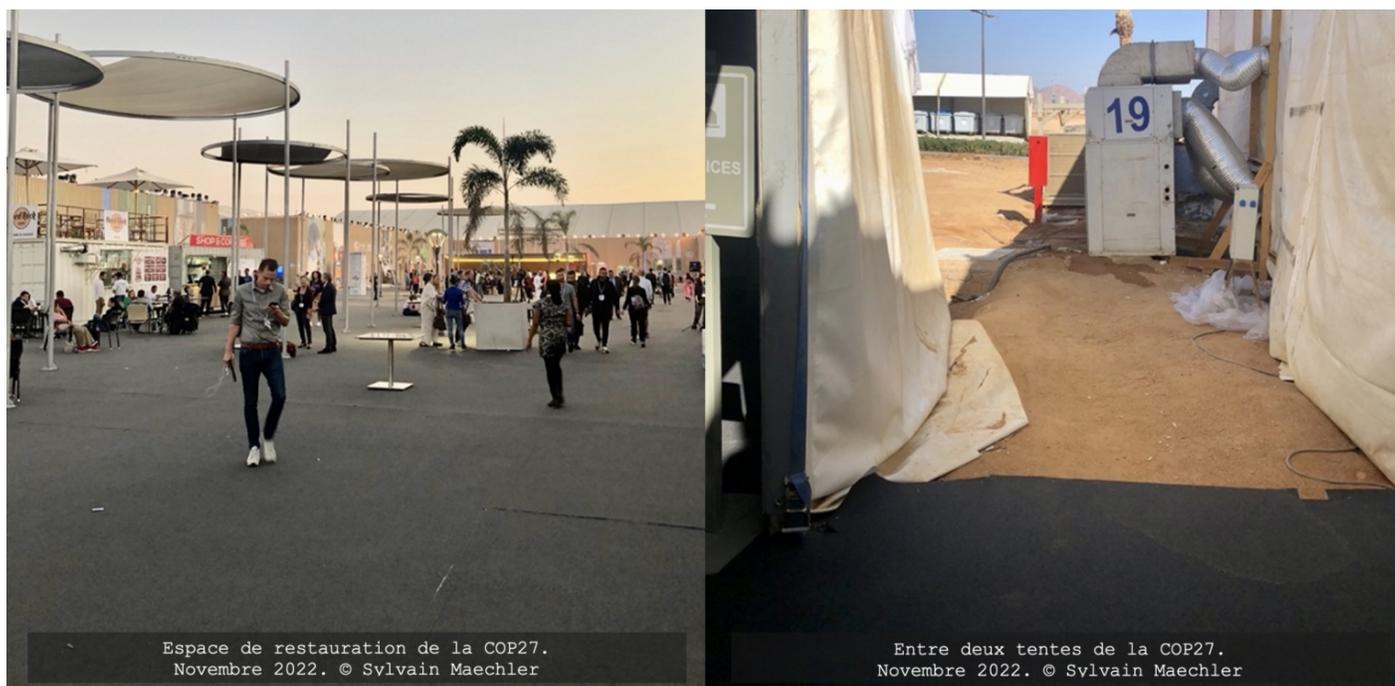


Premiers pas dans une COP

Participer à une COP en tant qu'observateur universitaire, c'est tout d'abord obtenir une accréditation par l'entremise d'une institution académique. Puis trouver un logement abordable dans une ville généralement – et particulièrement à Charm el-Cheikh – dépassée par l'ampleur de l'événement. Depuis son logement, c'est ensuite prendre l'un des [210 bus](#)

complexe de conférence, puis aller récupérer son précieux sésame, le badge permettant l'entrée dans la zone officielle de conférence, dite « zone bleue ».

Une fois à l'intérieur de l'enceinte, on se retrouve plongé dans une ville miniature, une foire, ou un festival. Stands de nourriture (pas toujours suffisamment approvisionnés et à la longue attente aux heures de pointe), lieux de repos (insuffisants et insuffisamment ombragés). « Dry in the desert: COP27 delegates get a taste of food and drink scarcity », titrait alors ironiquement [The Guardian](#), pour décrire l'expérience vécue par certains participants. On tente ensuite de trouver son chemin vers le lieu souhaité. On navigue entre les stands (voir ci-dessous) et les bâtiments aux noms divers : « side events », « delegation offices », « meeting rooms », « amphitheater », « global action rooms », « plenary 1 », « plenary 2 ». [Une carte](#) fournie par l'organisation est là pour nous guider, indiquant les temps de trajet entre les différents lieux, théoriquement jusqu'à 10 minutes.

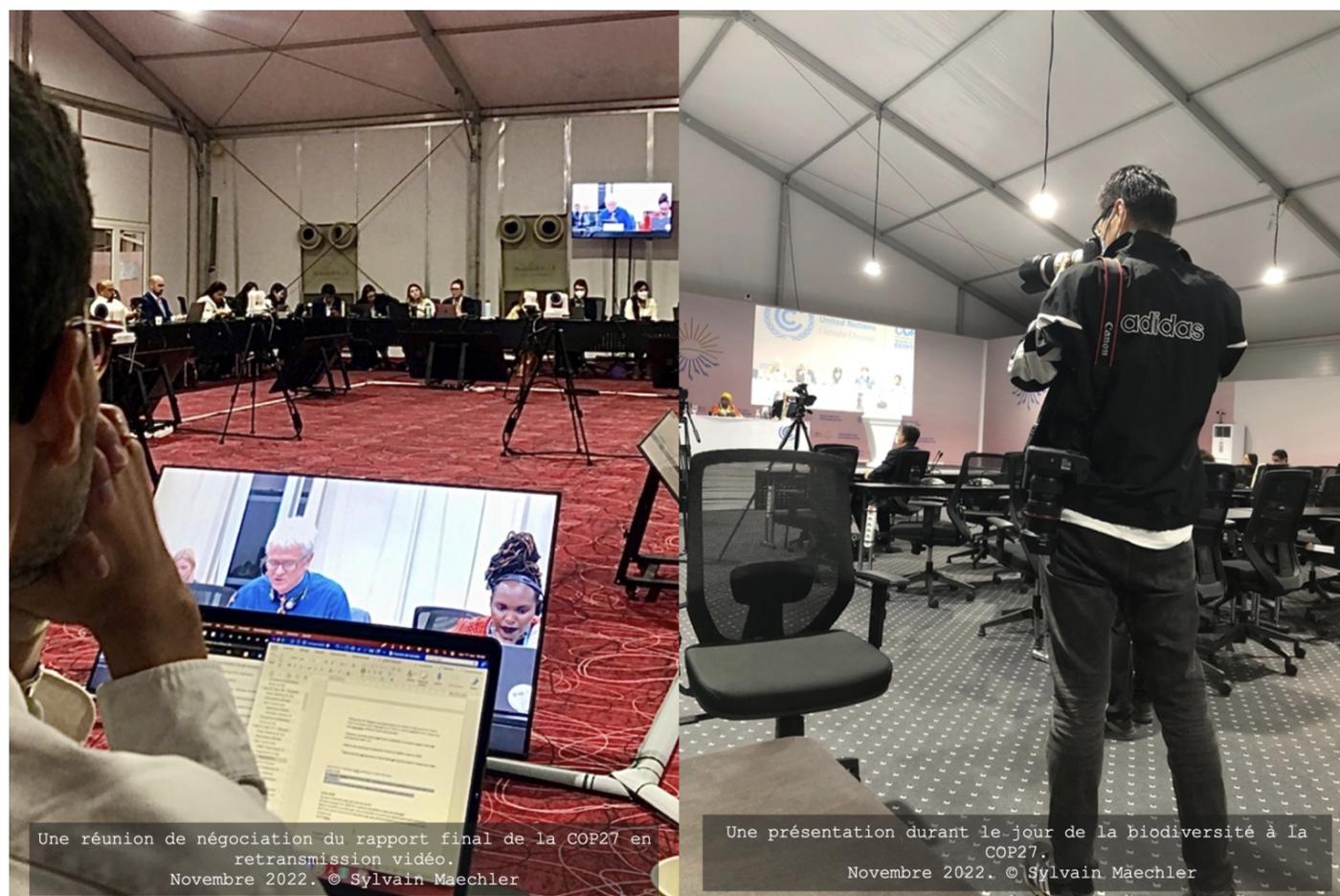


Les rythmes de la COP

La COP27 s'étalait comme c'est généralement le cas sur deux semaines sans interruption, sauf le dimanche, jour durant lequel seuls les négociateurs avaient l'opportunité d'entrer dans le complexe de conférence pour y poursuivre leurs discussions. Je suis arrivé à Charm el-Cheikh sans un agenda de recherche très précis, si ce n'est d'observer le déroulement de cette conférence internationale, y compris, mais pas seulement, ses lieux de négociation.

Plusieurs rythmes s'entremêlent pendant une COP, rythmes vécus différemment selon les participants, leur(s) rôles(s) dans la conférence et les espaces qu'ils sont amenés à fréquenter (Maertens et al., 2021). Le rythme des négociations bien sûr, rappelé dès l'entrée du centre de conférence par la distribution du journal du jour par [l'ONG ECO](#), qui permet de suivre d'un point de vue souvent critique, sur un ton parfois ironique et sarcastique, les (non)-avancées de la veille et les enjeux de la journée. Mais le rythme des négociations ne

patienter de longues dizaines de minutes à l'extérieur pour qu'une place se libère afin d'assister à la retransmission, la distribution des sièges se faisant cette fois-ci sans hiérarchie préalable, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ». Heureusement, la majorité des participants ne vient pas pour négocier ou suivre les négociations – y compris les 16'000 représentants étatiques qui sont loin de tous être impliqués dans ces dernières.



Un autre rythme journalier, celui du « thème du jour », permet à des objets, des acteurs, et des thématiques, d'être au centre de la conférence, et donc des enjeux climatiques, le temps d'une journée : le jour de la finance, du genre, de la biodiversité, de l'énergie, de l'agriculture, ou même le jour « des solutions », le dernier. Ces journées thématiques m'ont semblé avant tout être une manière de distraire la foule de participants, en particulier les observateurs.

La journée de la biodiversité du 16 novembre, par exemple, visait principalement à rappeler l'importance de la COP15 de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) à Montréal ayant lieu quelques semaines plus tard. L'enjeu principal était alors de lier biodiversité et climat, et ce de manière très explicite. Pour souligner le moment décisif que devait être cette COP 15 de la CBD, elle fut préalablement nommée « [le moment de Paris pour la biodiversité](#) », en référence à la COP21 de Paris en 2015 et au (supposé) succès de cette dernière. Marquant le passage de « l'ancienne » à « la nouvelle » gouvernance du climat (Green, 2021), la COP21 n'avait pourtant abouti à aucun accord sur ce qui allait concrètement être fait et par qui pour faire face aux changements climatiques (Morgan, 2016), questions encore âprement négociées à chaque COP successive.

Dans ce contexte, la biodiversité est un cas d'école pour étudier la « [climatisation](#) » de la gouvernance mondiale, processus par lequel un enjeu est « considéré comme lié au changement climatique anthropique et pertinent pour la politique climatique » (Aykut et Maertens, 2021: 502, ma traduction). Pour faire face à [l'invisibilité](#) régulièrement soulignée de la crise de la biodiversité, cette dernière est souvent liée à l'agenda climatique afin d'attirer l'attention, avec de nouveaux concepts largement promus lors du jour de la biodiversité, en particulier par Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). C'est notamment le cas des « [solutions basées sur la nature pour le climat](#) », qui visent à rendre compte de l'importance de la biodiversité comme solution face aux changements climatiques, aussi bien en matière d'atténuation que d'adaptation. De plus en plus d'organisations, telles la [Banque mondiale](#), semblent penser que c'est au travers du climat que la biodiversité trouvera son salut.

Mais le succès de ces journées thématiques, s'il se mesure au nombre de participants aux conférences et présentations, n'était paradoxalement pas au rendez-vous à Charm el-Cheikh. Les organisateurs en viennent à tenter de convaincre des participants qui

Les stands : exposer ses solutions (pour le climat)

Deux immenses bâtiments étaient entièrement dédiés aux pavillons autour desquels les participants déambulent, s'arrêtent, discutent, feuillent la documentation proposée, ou profitent d'un café offert.

Presque tous les États tiennent un pavillon (qui peut être associé à un « stand »), comme c'est également le cas de nombreux représentants de la société civile, d'associations d'entreprises engagées pour le climat, ainsi que des organisations internationales liées à la thématique du développement, comme la Banque mondiale, dont le pavillon était l'un des plus grands en taille et parmi ceux qui organisait le plus « d'événements », à savoir des présentations et conférences. Les pavillons mettent parfois en avant un thème précis, pour lequel le lien avec le climat est cependant parfois difficile à percevoir de prime abord. Celui du Qatar, par exemple, affichait les stades de la future coupe du monde en modèle miniature.

Un autre lieu, la « zone verte », en dehors de l'enceinte officielle de la COP et sa « zone bleue », est organisé par, et théoriquement pour, la « société civile » du pays hôte, ici l'Égypte, zone dans laquelle les grandes entreprises peuvent directement tenir un stand, contrairement à la « zone bleue » où elles ne peuvent « que » se faire représenter par une ou plusieurs de leurs associations. On peut notamment y voir diverses start-up actives de près ou de loin dans le domaine du climat. Celles-ci présentent des « nature-based project » ou « net-zero project », par exemple, qui étaient alors jugés sur la base d'une présentation de trois minutes par un panel d'experts de grandes entreprises comme Microsoft.



Durant la COP27, une dernière zone, inofficielle, c'est-à-dire ne nécessitant pas un badge de l'organisation, était située à quelques encablures de la « zone verte » : le complexe de la « Saudi & Middle East Green Initiative », dont la publicité ciblée sur mes réseaux sociaux avait attisé ma curiosité. Ce complexe géré par l'État saoudien et visant à promouvoir des investissements verts dans la région du Moyen-Orient, était en fait une exposition des différentes technologies qui seront mises en œuvre dans le cadre de cette initiative : capture directe du carbone, mais aussi restauration de l'habitat des tortues marines, et villes à l'architecture futuriste, y compris une mosquée « écologique », ou « net zero ». Tout peut être « climatisé » (Aykut, 2020), lié à au climat, sa gouvernance, et donc devenir une supposée solution aux changements climatiques.

Les stands sont finalement des lieux importants de socialisation. Chaque stand ou presque possède un lieu organisé comme un café, avec quelques chaises et tables, permettant par exemple d'y tenir un rendez-vous.

près (ou de loin) dans le domaine du climat, domaine qui au fil du temps, a très largement élargi ses frontières, pour y inclure la biodiversité, mais également de nombreuses thématiques liées « au développement », et, plus généralement, à la gouvernance mondiale.

Au-delà des employés d'organisations et d'agences onusiennes et de représentants étatiques, les personnes avec qui j'ai pu engager une conversation dans les divers lieux de la conférence, de la queue à un stand de nourriture au bus menant au lieu de conférence, peuvent essentiellement se classifier en deux catégories : auto-entrepreneur, et consultants. Les premiers sont souvent à la tête d'une entreprise à deux têtes, qui possède également un statut d'ONG, ou de « non-profit », permettant de légitimer leur présence en tant qu'observateur. Ces petites entreprises ne sont pas toujours directement impliquées dans la lutte contre les changements climatiques : assainissement des eaux, micro-assurance, ou toute autre technologie ou instrument qui puisse être considéré comme une « solution pour le climat ».

Les deuxièmes, les consultants, catégorie de professionnels transnationaux qui se retrouve dans de plus en plus de domaines de la gouvernance mondiale (Seabrooke et Sending, 2020), sont notamment employés par des « coalitions privées » (telles les associations d'entreprises susmentionnées) qu'ils viennent représenter à la COP, par exemple à leurs stands. Ces coalitions privées sont légion dans le domaine plus général de la gouvernance mondiale de l'environnement, puisqu'elles permettent ainsi aux entreprises et leurs intérêts d'être ainsi représentés aux COP. La plus connue d'entre-elles, qui regroupe quelques 200 grandes multinationales, est le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD en anglais), créé déjà à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 (Moussu, 2017). Dans la même catégorie, on peut également retrouver tout un ensemble de normes et standards privés, visant à l'auto-régulation des acteurs privés, notamment dans le domaine de la compensation carbone.

professionnels se sont reconvertis dans la lutte contre les changements climatiques, et les COP sont ainsi devenue un lieu d'affaire et de socialisation comme un autre : sur place, il faut échanger des contacts et cartes de visites ; ensuite, faire savoir qu'on y était. De la finance au développement, en passant par d'autres domaines de la protection de l'environnement comme la biodiversité, nombreux sont ceux à avoir perçu l'opportunité climatique, c'est-à-dire la requalification leur domaine et de leur savoir-faire, dans un but climatique (Aykut et Maertens, 2021). Les COP constituent ainsi des moments d'échanges privilégiés pour une grande variété de ces nouveaux « professionnels du climat ».

Conclusions

Les COP restent des moments de négociation importants et nécessaires dans un contexte d'urgence climatique requérant une coordination internationale. Comme indiqué en introduction, les chiffres des participants sont impressionnants si l'on considère qu'une telle conférence vise avant tout à faire négocier des textes permettant aux États parties à la CCNUCC de s'entendre sur des règles communes. Mais les COP, cela n'est pas seulement ça. On n'y vient pas seulement pour négocier des règles internationales, ni uniquement pour parler climat. Que cela soit une bonne chose ou non est une autre question.

Alors qu'il est courant de critiquer le manque d'attention pour le climat, c'est paradoxalement bien le pouvoir d'attraction de la gouvernance climatique qui fait de la COP un moment annuel incontournable pour toute une série d'enjeux, de thématiques, et d'acteurs, liés de près comme de loin au climat. C'est notamment bien pour bénéficier de plus de visibilité que la biodiversité, ses conférences, ses experts, et ses instruments, « s'hybrident » avec son régime frère, celui du climat (Dupuits, 2021). Ce processus n'est cependant pas sans possibles conséquences négatives. Dans ce cas précis, il se fait au

Remerciements

L'auteur souhaite remercier Lucile Maertens et Adèle Gaveau qui ont dédié de leur temps pour obtenir les accréditations de l'Université de Lausanne pour participer à la COP, ainsi que l'Institut d'Études Politiques de l'Université de Lausanne pour sa participation financière. Il remercie finalement Lucile Maertens et Carola Klöck pour leur relecture attentive de ce texte.

Bibliographie/Références

Aykut, S.C. (2020). *Climatiser le monde*. Versailles : Éditions Quae.

Aykut, S.C. et Maertens L. (2021). The climatization of global politics: introduction to the special issue. *International Politics* 58: 501–518. DOI: 10.1057/s41311-021-00325-0.

Dupuits, E. (2021). Reversing climatisation: transnational grassroots networks and territorial security discourse in a fragmented global climate governance. *International Politics* 58(4): 563–581. DOI: 10.1057/s41311-020-00256-2.

Green, J.F. (2021). Climate Change Governance: Past, Present, and (Hopefully) Future. Dans: J.C.W. Pevehouse, K. Raustiala & M.N. Barnett, eds. *Global Governance in a World of Change*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 109–129.

Maechler, S. et Boisvert, V. (à paraître). Valuing Nature to Save it? The Centrality of Valuation in the New Spirit of Conservation. *Global Environmental Politics*.

943-951. DOI: 10.1080/14747751.2010.1105005.

Moussu, N. (2017). *Entre corporatisme et universalisme : les associations de firmes transnationales face au changement climatique*. Lausanne: Université de Lausanne.

Müller, B., et al. (2021). *Quo Vadis COP? Future Arrangements for Intergovernmental Meetings under the UNFCCC – Settled and Fit for Purpose*. Oxford: European Capacity Building Initiative Policy Report.

Paterson, M. et Newell, L. (2010). *Climate Capitalism: Global Warming and the Transformation of the Global Economy*. London: Cambridge University Press.

Seabrooke, L. et Sending, O.J. (2020). Contracting development: managerialism and consultants in intergovernmental organizations. *Review of International Political Economy* 27(4): 802–827. DOI: 10.1080/09692290.2019.1616601.

Pour citer ce document :

Sylvain Maechler, "Les conférences internationales sur le climat. Un regard par-delà les négociations étatiques". *Journal du multilatéralisme*, ISSN 2825-6107 [en ligne], 27.06.2023, <https://observatoire-multilateralisme.fr/publications/les-conferences-internationales-sur-le-climat/>

